

**Assemblée générale**

Soixante-seizième session

Documents officiels

Distr. générale
11 février 2022
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 7^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 5 novembre 2021, à 10 heures

Président : M. Doualeh..... (Djibouti)**Sommaire**

Point 28 de l'ordre du jour : Développement social

- b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille

Point 69 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil des droits de l'homme

Point 73 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination

Point 74 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits humains

- b) Questions relatives aux droits humains, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits humains et des libertés fondamentales

Point 28 de l'ordre du jour : Développement social (*suite*)

Point 108 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 28 de l'ordre du jour : Développement social
(A/C.3/76/L.8)

Projet de résolution A/C.3/76/L.8 : Personnes atteintes d'albinisme

1. **Le Président** déclare que le projet de résolution est sans incidence sur le budget-programme.

2. **M. Shilla** (République-Unie de Tanzanie), présentant le projet de résolution également au nom du Malawi, dit qu'aucun rapport sur la question des personnes atteintes d'albinisme n'a été publié à temps pour la session en cours. Le projet, qui est une prorogation technique de la résolution 74/123 de l'Assemblée générale, reste néanmoins d'actualité au regard de l'action menée pour remédier aux difficultés que rencontrent ces personnes.

3. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Autriche, Bolivie (État plurinational de), Burkina Faso, Cabo Verde, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Équateur, France, Haïti, Inde, Indonésie, Israël, Italie, Japon, Kenya, Madagascar, Maroc, Mozambique, Namibie, Népal, Nigéria, Ouganda, Panama, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Somalie, Tchad, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Zambie et Zimbabwe.

4. Le Secrétaire de la Commission indique ensuite que les pays suivants souhaitent se joindre aux auteurs du projet : Cameroun, Fidji, Guinée, Mali, Mauritanie, Portugal, République de Corée et Sénégal.

5. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.8 est adopté.*

b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (A/C.3/76/L.16)

Projet de résolution A/C.3/76/L.16 : Rôle des coopératives dans le développement social

6. **Le Président** déclare que le projet de résolution est sans incidence sur le budget-programme.

7. **M^{me} Batsuren** (Mongolie), présentant le projet de résolution, dit que les coopératives ont montré l'utilité d'une approche axée sur l'être humain pendant la crise sociale et économique déclenchée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Étant donné qu'elles font passer les personnes avant le profit, elles

auront également un rôle important à jouer au lendemain de la pandémie, sachant qu'il faudra un nouveau contrat social pour rendre la société plus inclusive, plus équitable, plus résiliente et plus durable.

8. En raison des méthodes de travail mixtes appliquées à la session actuelle, la délégation mongole n'a apporté que des modifications techniques au dernier texte sur le rôle des coopératives dans le développement social (résolution 74/119 de l'Assemblée générale). Dans la version finale, l'Assemblée reconnaît l'importance du mouvement coopératif et encourage les gouvernements à élaborer des politiques visant à tirer parti du modèle de l'entreprise coopérative, à collecter des données complètes sur les coopératives et à promouvoir leur rôle dans l'apport de services financiers aux communautés et groupes qui n'y ont pas accès.

9. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chine, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Djibouti, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malte, Maroc, Mexique, Myanmar, Népal, Ouganda, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam et Zambie.

10. Le Secrétaire de la Commission indique ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet : Azerbaïdjan, Guinée, Macédoine du Nord, Malawi, Namibie, Niger, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Saint-Kitts-et-Nevis, Sénégal et Zimbabwe.

11. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.16 est adopté.*

Point 69 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil des droits de l'homme (A/C.3/76/L.62)

Projet de résolution A/C.3/76/L.62 : Rapport du Conseil des droits de l'homme

12. **Le Président** déclare que le projet de résolution est sans incidence sur le budget-programme.

13. **M. Nze** (Nigéria), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que la création du Conseil des droits de l'homme a été un jalon dans l'action menée à l'échelle mondiale pour promouvoir et protéger les droits humains de toutes et tous, laquelle repose sur une démarche constructive et concertée qui évite toute sélectivité et toute politique de deux poids, deux mesures. Le Groupe attache une grande importance au cadre défini dans la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, y compris à l'ensemble des mesures de renforcement des institutions qui en découlent. Il ne perd pas de vue le fait que le Conseil, organe subsidiaire de l'Assemblée, doit présenter tous les ans un rapport à celle-ci, conformément aux alinéas c), i) et j) du paragraphe 5 de cette résolution. De l'adoption du projet de résolution, il découle que les États Membres prennent également note du rapport du Conseil ([A/76/53](#)), y compris son additif ([A/76/53/Add.1](#)).

14. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) indique que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Argentine, Bolivie (État plurinational de), Équateur, Liban et Venezuela (République bolivarienne du).

15. **M. Baror** (Israël), prenant la parole pour expliquer son vote avant le vote, annonce que sa délégation souhaite demander un vote enregistré sur le projet de résolution, non pas en raison du contenu du Rapport du Conseil des droits de l'homme ou de l'examen de celui-ci par la Commission, mais en raison des fortes réserves que nourrit son pays quant au bien-fondé du Conseil lui-même et à sa capacité à formuler des recommandations judicieuses, impartiales et objectives. Quiconque connaît bien les activités du Conseil ne peut croire sincèrement que cet organe soit fidèle aux principes d'impartialité, d'objectivité et de non-sélectivité énoncés dans son mandat. Depuis que le Conseil a vu le jour, près de la moitié de ses résolutions et d'un tiers de ses procédures spéciales concernent Israël. Le Conseil a également établi un mandat de rapporteur spécial, qui est le seul à avoir une durée indéterminée, ainsi que de nombreux autres mécanismes. Parmi une longue liste d'actes de mauvaise foi, le plus frappant est la création d'une énième commission d'enquête contre Israël après que 4 000 roquettes ont été tirées sur des citoyens israéliens. Alors que la réponse extrêmement prudente et nécessaire du pays a été soumise à un examen minutieux, aucune référence à cette attaque n'a été faite dans le mandat de la commission. L'orateur se demande si le Conseil est mécontent de l'existence même de l'État d'Israël, patrie du peuple juif et seul État juif au monde. Sa délégation continuera à s'opposer au projet de résolution jusqu'à

ce que le Conseil fasse l'objet de réformes, et les autres États Membres qui souhaitent réellement promouvoir les droits humains devraient faire de même.

16. **M^{me} Ponikvar Velázquez** (Slovénie), prenant la parole pour expliquer son vote avant le vote et s'exprimant au nom de l'Union européenne et de ses États membres, de l'Albanie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro, de la Serbie et de la Turquie, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association, ainsi que de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, indique que les États membres de l'Union européenne s'abstiendront de voter. Ils sont préoccupés depuis un certain temps, principalement pour des raisons de procédure, par l'initiative consistant à demander à la Commission de prendre note de l'ensemble du Rapport du Conseil des droits de l'homme : puisqu'il est possible de donner suite à chaque recommandation du Conseil, la Commission n'a pas besoin de prendre note de toutes ses résolutions.

17. De l'avis des représentants de l'Union européenne, la question a été réglée lorsque le Bureau a trouvé un compromis, selon lequel la Troisième Commission n'examinerait pas le rapport dans son intégralité, et lorsque cet accord a été formalisé dans la résolution [65/281](#) de l'Assemblée générale sur l'examen de la question du Conseil. Il est donc décevant de constater que le projet de résolution présenté à la Commission continue de ne pas tenir compte de l'accord conclu. L'examen du rapport du Conseil qui a été effectué le 29 octobre 2021 à la 24^e séance plénière de l'Assemblée générale est suffisant. À cette occasion, l'Union européenne a exprimé ses vues sur les travaux et le fonctionnement du Conseil et écouté celles des autres. Étant donné que de nombreux États Membres continuent de remettre en question cette initiative, l'oratrice espère qu'à l'avenir, des négociations seront menées en toute transparence avant la présentation d'un projet de résolution sur ce sujet.

18. *Sur la demande du représentant d'Israël, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution [A/C.3/76/L.62](#).*

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Fédération de

Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Bélarus, Israël.

S'abstiennent :

Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Kiribati, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchéquie, Tonga, Turquie, Ukraine.

19. *Le projet de résolution est adopté par 107 voix contre 2, avec 59 abstentions*.*

20. **M. Pieris** (Sri Lanka) déclare que sa délégation a voté pour le projet de résolution, dans la continuité de son dialogue et de sa coopération avec le Conseil. Néanmoins, son pays rejette la résolution du Conseil intitulée « Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka », dont le texte a été présenté sans son consentement et adopté à l'issue d'un vote qui a fait apparaître des positions divergentes. Le Sri Lanka reste

déterminé à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des traités relatifs aux droits humains auxquels il est partie et des accords qu'il a conclu volontairement.

21. **M^{me} Oehri** (Liechtenstein), prenant également la parole au nom de l'Australie, du Canada, de l'Islande, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse, déclare que ces pays sont de fervents défenseurs du Conseil et contribuent activement à ses travaux. Depuis sa création en 2006, le Conseil s'est imposé comme une institution faisant autorité dans le domaine de la promotion et de la protection des droits humains, notamment grâce à l'Examen périodique universel, à ses procédures spéciales et à son étroite collaboration avec les membres de la société civile et les défenseurs et défenseuses des droits humains. En dépit des circonstances difficiles suscitées par la pandémie de COVID-19, le Conseil a continué à s'acquitter de son mandat et à réagir aux violations des droits humains de manière rapide et efficace.

22. La résolution [65/281](#) de l'Assemblée générale reprend les dispositions institutionnelles qui ont été convenues entre le Conseil et l'Assemblée : la Commission examine les recommandations formulées dans le rapport du Conseil, tandis que l'Assemblée générale réunie en séance plénière se prononce sur le rapport. Il est regrettable que ces dispositions n'aient une fois de plus pas été respectées et que le texte du projet soit libellé de telle sorte que les États Membres doivent prendre note de l'ensemble du rapport. Cette situation est fâcheuse car elle compromet le mandat du Conseil.

23. **M^{me} Nour Ali** (République arabe syrienne) déclare que sa délégation réaffirme sa ferme opposition à la politisation des questions et des mécanismes relatifs aux droits humains. Elle s'oppose également à ce que ces questions soient instrumentalisées à des fins politiques en vue de servir les intérêts de certains États au détriment d'autres, ou de cibler des États Membres, dont son pays, pour des motifs étrangers au droit international, à la Charte des Nations Unies ou aux valeurs ou instruments relatifs aux droits humains. Dans ce contexte, elle rappelle sa position concernant le point 4 de l'ordre du jour du Conseil, qui montre que les droits humains font l'objet d'une attention sélective, limitée à certains pays, en contradiction avec la disposition de la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale sur l'obligation de mettre fin à la pratique du double poids, deux mesures et à toute politisation dans

* Par la suite, la délégation tunisienne a informé la Commission qu'elle avait eu l'intention de voter pour le projet de résolution.

l'examen des questions relatives aux droits de l'homme. Les résolutions adoptées par le Conseil au titre de ce point, notamment celle portant sur la situation relative aux droits de l'homme en République arabe syrienne, traduisent une approche partielle. Si sa délégation ne nie pas la compétence du Conseil en matière de droits humains, comme le démontrent les aspects techniques du rapport, il est impossible de passer outre à certaines parties de ce document, notamment celles concernant la Syrie. La Syrie s'est donc abstenue de voter.

24. **M. Hill** (États-Unis d'Amérique) dit que le système multilatéral est le meilleur moyen de promouvoir le respect et la protection des droits humains dans le monde. Comme sa délégation l'a exprimé à plusieurs reprises à la Troisième Commission, elle considère que le projet de résolution est inutile du point de vue de la procédure. Elle s'oppose vivement à l'attention disproportionnée que le Conseil porte à Israël, notamment à la création, pour la première fois de son histoire, d'une commission d'enquête en Israël pour une durée indéterminée, ainsi qu'à certaines autres résolutions que le Conseil a adoptées au cours de l'année précédente. Le fait que certains États qui affichent des résultats particulièrement médiocres en matière de droits humains siègent au Conseil met à mal la crédibilité de cet organe.

25. **M. Pilipenko** (Biélorus) dit que sa délégation s'oppose systématiquement à la politisation des travaux du Conseil. Malheureusement, ce dernier fait preuve d'une partialité croissante au fil des ans, en ciblant certains droits et certains pays, et en adoptant des résolutions qui visent spécifiquement tel ou tel pays et se distinguent à peine des positions affichées par certains États occidentaux. Le Conseil donne parfois l'impression d'être le prolongement du Département d'État des États-Unis d'Amérique ou du Service européen pour l'action extérieure.

26. La discussion sur le Rapport du Conseil des droits de l'homme est un bon exemple : l'approche unilatérale et partielle adoptée par certains États Membres crée un clivage et une atmosphère de confrontation, dans laquelle les colonisateurs d'antan s'autoproclament saints et juges et punissent durement les autres selon leur propre conception des droits humains. Bien que l'on puisse s'attendre à une telle approche à l'ère actuelle du battage médiatique et du court termisme, les États Membres méritent un dialogue plus civilisé et plus respectueux. Certains États ont même affirmé que le Conseil devait être, non pas ouvert à tous les pays, mais réservé à une élite, comme s'ils étaient incapables d'accepter que le temps des empires et des colonies était révolu. Ces dérives sont le résultat des activités politisées du Conseil et sont encouragées par le Haut-

Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

27. Le Conseil reste un organe vital du système des Nations Unies pour les droits humains, mais il a besoin d'un ordre du jour fédérateur et d'un programme de travail plus équilibré. De même, l'Examen périodique universel est un mécanisme efficace en ce qu'il permet de mener à bien une analyse complexe et complète des situations relatives aux droits humains dans tous les pays sans exception, et son rôle devrait être renforcé. Cependant, étant donné que le rapport du Conseil contient des opinions politisées inacceptables pour le Biélorus, sa délégation a voté contre le projet de résolution.

28. **M^{me} Gebrekidan** (Érythrée) déclare que sa délégation soutient le projet de résolution car elle estime qu'en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale, le Conseil doit soumettre son rapport à l'examen de la Troisième Commission. Cette prise de position ne doit toutefois pas être interprétée comme une approbation du rapport en lui-même. L'Érythrée s'oppose à tous les mandats motivés par des considérations politiques, à tous les mécanismes visant un pays en particulier et à toutes les approches sélectives qui en ciblent certains mais en absolvent d'autres. Elle se dissocie notamment de la résolution 47/2 du Conseil sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, laquelle naît de considérations politiques et va à l'encontre des raisons pour lesquelles le Conseil a été créé. Le Conseil doit protéger les droits humains dans tous les pays de manière universelle, objective et non sélective.

29. **M^{me} Ershadi** (République islamique d'Iran) indique que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution. Malgré l'existence de l'Examen périodique universel, certains pays s'en tiennent à leurs éternelles politiques de confrontation et de récrimination. Leur entêtement à politiser les questions relatives aux droits humains et à les focaliser sur des aspects précis, notamment en présentant des résolutions visant un pays en particulier, pourrait amener le Conseil à connaître le même sort que l'ex-Commission des droits de l'homme. Conformément à sa position de principe concernant les mécanismes propres à chaque pays, son pays se dissocie notamment de la résolution 46/18 du Conseil, portant sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran. La seule façon de garantir la promotion et la protection des droits humains est d'encourager le dialogue et la coopération, en respectant les choix de développement que font les autres pays, et non de leur imposer ses propres modèles sociaux. Son gouvernement continuera à travailler

étroitement avec le HCDH et les autres mécanismes concernés sur les questions relatives aux droits humains.

Point 73 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (A/C.3/76/L.46)

Projet de résolution A/C.3/76/L.46 : Le droit du peuple palestinien à l'autodétermination

30. **Le Président** déclare que le projet de résolution est sans incidence sur le budget-programme.

31. **M. Shahin** (Égypte), présentant le projet de résolution au nom de l'Organisation de la coopération islamique, dit qu'en Palestine occupée, y compris à Jérusalem-Est, le peuple palestinien continue de souffrir de l'occupation israélienne et du déni de ses droits naturels et inaliénables, notamment le droit à l'autodétermination. Le texte du projet est identique à celui soumis à la Commission à la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, à l'exception de quelques modifications techniques.

32. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) indique que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet : Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Bulgarie, Chine, Chypre, Croatie, Cuba, Danemark, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Namibie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque et Viet Nam.

33. Le Secrétaire de la Commission observe ensuite que les pays suivants souhaitent également se joindre aux auteurs du projet : Belize, Brésil, Érythrée, Islande, Monténégro, République arabe syrienne, Sri Lanka et Zimbabwe.

34. **M. Baror** (Israël), prenant la parole pour expliquer son vote avant le vote, annonce que, comme elle l'a fait les années précédentes, sa délégation souhaite demander un vote enregistré sur le projet de résolution et qu'elle votera contre. Israël ne conteste pas le droit des peuples à l'autodétermination et s'est d'ailleurs rallié au consensus concernant le projet de résolution sur la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination (A/C.3/76/L.58). Il s'oppose toutefois à ce qu'on le pointe du doigt, à ce que les travaux de la Troisième Commission soient politisés et à ce que la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies soit compromise. De nombreuses délégations soutenant le projet de résolution ont précédemment

exprimé leur opposition à la politisation des travaux de la Commission, mais sans que cela se reflète dans leur vote.

35. L'orateur se demande si les nombreuses résolutions adoptées précédemment et les ressources consacrées à la question au fil des années ont fait avancer les perspectives de paix ou la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Israël ne s'attend pas à ce que les délégations revoient soudainement leur position, mais les invite au moins à se poser la question lors du vote. Sachant que par le passé leur façon de faire n'a pas donné les résultats escomptés, elles pourraient considérer qu'il est grand temps de procéder autrement.

36. *Sur la demande du représentant d'Israël, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/76/L.46.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa,

Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

États-Unis d'Amérique, Îles Marshall, Israël, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Palaos.

S'abstiennent :

Australie, Cameroun, Guatemala, Honduras, Îles Salomon, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Rwanda, Togo, Tonga.

37. *Le projet de résolution est adopté par 158 voix contre 6, avec 10 abstentions.*

38. **M. Alvarez** (Argentine) dit que sa délégation reconnaît le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et son droit de créer un État indépendant et viable. Elle a voté pour le projet de résolution, qui reflète la reconnaissance officielle par son pays de l'État de Palestine en tant qu'État libre et indépendant, selon les frontières de 1967, et conformément à ce qui sera convenu par les parties au cours du processus de négociation. Cette reconnaissance traduit le désir du Gouvernement argentin de favoriser les négociations pour mettre un terme au conflit, et son profond attachement à la coexistence pacifique de tous les peuples. L'orateur confirme le soutien indéfectible de l'Argentine au droit qu'a Israël d'être reconnu par tous et de vivre en paix et en sécurité à l'intérieur de ses frontières.

39. L'exercice du droit à l'autodétermination présuppose l'existence d'un sujet, c'est-à-dire la sujétion d'un peuple à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangères, telle que définie au paragraphe 1 de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Sans un tel sujet, il n'y a pas de droit à l'autodétermination. L'Argentine se félicite de l'adoption du projet de résolution et espère qu'il pourra contribuer à la réalisation rapide du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, ainsi que de son droit à un État palestinien indépendant.

40. **M. Magham** (République islamique d'Iran) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution. La situation dans le Territoire palestinien occupé est pire que jamais, après 70 années de belligérance israélienne. L'apartheid qui est imposé aux Palestiniens a pour effet d'aggraver leurs difficultés et porte atteinte à leurs droits humains, tandis que, au mépris de la condamnation de la communauté internationale, le

régime israélien tueur d'enfants a intensifié la confiscation des terres et des biens palestiniens, sans cesser de recourir à une force excessive et de commettre des agressions militaires et de graves violations du droit international. Malheureusement, la communauté internationale n'ayant pas assumé la responsabilité qui lui est faite de protéger les droits du peuple palestinien, les politiques et pratiques destructrices d'Israël menacent non seulement le peuple palestinien, mais aussi la paix et la sécurité au-delà de cette région.

41. Il incombe à la communauté internationale, et à l'Organisation en particulier, de faire obstacle aux politiques d'Israël qui sont hostiles au peuple palestinien et aux autres pays de la région. Le blocus inhumain, notamment, qui touche la bande de Gaza assiégée a engendré une situation humanitaire catastrophique et une détérioration de la sécurité et des conditions de vie de ses habitants. Il faut continuer de soutenir les Palestiniens jusqu'à ce qu'ils puissent exercer leurs droits fondamentaux, notamment le droit à l'autodétermination, et établir un État de Palestine indépendant avec Al-Qods al-Charif comme capitale. L'histoire a montré que le peuple palestinien n'avait guère d'autre choix que de continuer à résister à l'occupation, à l'agression et aux actes inhumains. La solution la plus efficace à la question palestinienne serait le retour des réfugiés palestiniens dans leur patrie et l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination, afin que musulmans, juifs et chrétiens puissent choisir leur propre système politique et jouir de leurs droits librement et équitablement.

Point 74 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits humains

b) Questions relatives aux droits humains, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits humains et des libertés fondamentales (A/C.3/76/L.35, A/C.3/76/L.36 et A/C.3/76/L.48)

Projet de résolution A/C.3/76/L.35 : Centre de formation et de documentation des Nations Unies sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe

42. **Le Président** déclare que le projet de résolution est sans incidence sur le budget-programme.

43. **M^{me} Alnesf** (Qatar), présentant le projet de résolution, indique que le Centre de formation et de documentation des Nations Unies sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe a été créé à Doha conformément à la résolution 60/153 de l'Assemblée générale. Il organise des formations et publie des documents sur le thème des droits humains

conformément aux normes internationales et promeut une culture des droits humains dans la région en collaboration avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales. Dans le projet de résolution, l'Assemblée générale reconnaît le rôle croissant du Centre et son importance en matière de renforcement des capacités dans le domaine des droits humains dans la région, ce dont attestent les offres de soutien et de collaboration qu'il a reçues de divers partenaires. Le Centre a adapté son approche compte tenu de la pandémie de COVID-19 et continué d'organiser des activités en ligne pour mener à bien son plan de travail annuel. Le Qatar accueille avec intérêt le fait que le Centre projette, pour les deux années à venir, de redoubler d'efforts pour répondre aux besoins des 25 États visés par son mandat, tout en mettant l'accent sur la jeunesse, conformément à la quatrième phase (2020-2024) du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Dans le projet de résolution, l'Assemblée générale encourage les États à verser des contributions au Centre.

44. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Afghanistan, Arabie saoudite, Australie, Bahreïn, Canada, El Salvador, Émirats arabes unis, Guinée équatoriale, Gambie, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Pakistan, République dominicaine, Rwanda, Soudan, Tunisie, Turquie, Turkménistan, Venezuela (République bolivarienne du) et Yémen.

45. Le Secrétaire de la Commission ajoute que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet : Bangladesh, Cameroun, Guinée et Nigéria.

46. **M^{me} Nour Ali** (République arabe syrienne), prenant la parole pour expliquer son vote avant le vote, dit que sa délégation a demandé un vote enregistré sur le projet de résolution. Son pays est un chef de file dans la promotion et la protection des droits humains, en particulier dans la région arabe, et a placé les droits humains au premier plan de son action et de ses politiques, dans les domaines législatif et organisationnel. Cependant, au cours des 10 dernières années, d'autres États ont tenté de détruire ces acquis et de déstabiliser la Syrie en apportant un soutien financier, logistique et militaire aux terroristes. Les droits humains sont universels, indivisibles et interdépendants et il est insensé qu'un État qui soutient le terrorisme accueille un centre de formation et de documentation des Nations Unies ou présente des projets de résolution sur la question des droits humains. On ne saurait être à la fois pyromane et pompier.

47. **M^{me} Alnesf** (Qatar), faisant une déclaration générale avant le vote, regrette que la délégation syrienne ait demandé un vote enregistré sur le projet de résolution, alors que le travail réalisé par ce centre des Nations Unies revêt une grande importance dans la région. Au lieu de s'intéresser au contenu du projet, la Syrie a lancé de fausses accusations contre le Qatar. Même si le Centre est situé au Qatar, cela ne change rien au fait qu'il appartient au HCDH et qu'il a été créé en vertu d'une résolution de l'Assemblée générale. La Syrie n'a pas participé aux discussions et n'a pas non plus présenté de propositions concernant le projet de résolution, ce qui montre son désintérêt vis-à-vis du Centre. Par ses accusations infondées, la délégation syrienne cherche à faire oublier les raisons qui l'amènent à entraver les initiatives de l'Organisation visant à promouvoir les droits humains dans la région. Le Qatar n'entend pas répondre aux allégations formulées à son égard et appelle les États à voter pour le projet de résolution.

48. *Sur la demande du représentant de la République arabe syrienne, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution [A/C.3/76/L.35](#).*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan,

Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchéquie, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

République arabe syrienne.

S'abstiennent :

Iran (République islamique d').

49. *Le projet de résolution est adopté par 176 voix contre une, avec une abstention.*

Projet de résolution A/C.3/76/L.36 : Liberté de religion ou de conviction

50. **Le Président** déclare que le projet de résolution est sans incidence sur le budget-programme.

51. **M. Malovrh** (Slovénie), présentant le projet au nom de l'Union européenne et de ses États membres, de l'Albanie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro et de la Serbie, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association, ainsi que de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, indique que seules des modifications techniques ont été apportées au texte, l'objectif étant que les États Membres se concentrent sur l'application de la résolution.

52. L'Union européenne est fermement résolue à faire comprendre que les droits humains sont universels, indivisibles, interdépendants et intimement liés. Dans le cadre de sa politique en matière de droits humains, elle a placé au rang de priorités essentielles la protection et la promotion de la liberté de pensée, de religion et de conviction et l'élimination de la discrimination fondée sur la religion ou les convictions. Les droits des personnes à manifester leur appartenance religieuse et leurs convictions, individuellement ou collectivement, sont donc protégés, contrairement au droit de diffuser des opinions, religieuses ou autres. Comme le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de

conviction l'a déclaré précédemment, il est également important que les religions ne soient pas à l'abri des critiques, des rejets ou des injures. En définitive, le libre exercice de la liberté de religion et de conviction suppose la promotion de la tolérance et de la compréhension mutuelle, et contribue à la démocratie, au développement durable, à l'État de droit, ainsi qu'à une paix et une stabilité durables.

53. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Albanie, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Guatemala, Îles Marshall, Israël, Japon, Liban, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Suisse, Thaïlande, Turquie, Ukraine et Uruguay.

54. Le Secrétaire de la Commission ajoute que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet : Brésil, Canada, Guinée, Kiribati, Nigéria, République de Corée, Sénégal et Sierra Leone.

55. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.36 est adopté.*

Projet de résolution A/C.3/76/L.48 : Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence fondés sur la religion ou la conviction

56. **Le Président** déclare que le projet de résolution est sans incidence sur le budget-programme.

57. **M. Shahin** (Égypte), présentant le projet au nom de l'Organisation de la coopération islamique, indique qu'aucune modification substantielle n'a été apportée au texte adopté sur le même sujet à la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale.

58. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Australie, Canada, Cuba, Japon, Pérou, Thaïlande et Venezuela (République bolivarienne du).

59. Le Secrétaire de la Commission signale ensuite que l'Érythrée souhaite se joindre aux auteurs du projet.

60. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.48 est adopté.*

61. **M. Hill** (États-Unis d'Amérique), notant que la version intégrale de sa déclaration sera publiée sur le site Web de sa délégation, souligne qu'il souhaite aborder diverses questions transversales qui sont prioritaires pour son pays et clarifier des aspects liés aux

projets de résolution qui seront adoptés à la présente session de l'Assemblée générale. Les projets de résolution adoptés par l'Assemblée ne modifient pas l'état actuel du droit international conventionnel ou coutumier et ne créent pas de nouvelles obligations juridiques. Quand tel ou tel instrument est réaffirmé dans une résolution, cela ne concerne que les États qui ont initialement adhéré audit instrument.

62. Les États-Unis sont favorables à la pleine réalisation des objectifs de développement durable et à la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le Programme 2030 est un document non contraignant qui ne crée ni droits ni obligations en droit international.

63. Les termes relatifs aux questions commerciales discutées ou négociées à l'Assemblée générale sont sans incidence sur la politique commerciale, les obligations ou les engagements des États-Unis et sur le programme de l'Organisation mondiale du commerce et les discussions ou négociations menées dans ce cadre.

64. Jouant depuis longtemps un rôle de chef de file dans le domaine du développement, les États-Unis ont à cœur de s'associer aux pays pour accélérer leur développement de manière transparente et durable. Ils s'opposent toutefois à toute référence au droit au développement, qui n'a pas été défini de manière concertée en droit international.

65. Les États-Unis ne sont pas signataires du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Par conséquent, les droits qui y sont énoncés ne sont pas applicables en droit américain. De même, le libellé des projets de résolution n'éclaire pas les États-Unis pour ce qui est de comprendre les obligations que leur impose le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

66. Lorsque, dans des projets de résolution, les États Membres sont invités à renforcer certains aspects de l'éducation, notamment les programmes scolaires, le texte sera interprété conformément aux dispositions des autorités correspondantes au niveau fédéral, au niveau des États et au niveau local.

67. Les États-Unis soutiennent fermement la liberté d'expression et la liberté de religion ou de conviction et s'opposent à toute tentative visant à en limiter indûment l'exercice.

68. Si les États-Unis œuvrent pleinement à la réalisation de progrès soutenus dans le sens d'un environnement propre, sain et durable, ils considèrent qu'il ne s'agit pas pour autant d'un droit humain au sens courant du terme.

Point 28 de l'ordre du jour : Développement social (suite) (A/C.3/76/L.15/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/76/L.15/Rev.1 : Cinquantième anniversaire du programme des Volontaires des Nations Unies et vingtième anniversaire de l'Année internationale des Volontaires

69. **Le Président** déclare que le projet de résolution est sans incidence sur le budget-programme.

70. **M. Costa Filho** (Brésil), présentant le projet de résolution également au nom du Japon, déclare que la pandémie de COVID-19 a montré que le volontariat était un aspect essentiel du plan d'action pour le développement social. Le programme des Volontaires des Nations Unies a été mentionné dans le titre du projet de résolution afin de souligner l'importance du rôle qu'il joue en encourageant la participation de volontaires du monde entier.

71. Même si de nombreux pays ne peuvent pas encore prendre pleinement la mesure de l'incidence que la maladie à coronavirus 2019 a eue sur le bénévolat, des volontaires du monde entier ont fait preuve de solidarité pendant la pandémie en contribuant aux initiatives menées par les gouvernements et le secteur privé pour répondre aux besoins urgents des groupes vulnérables. La crise a également incité à une accélération du rythme de la transition numérique, ce qui a conduit à des formes de bénévolat plus innovantes et plus inclusives. Le Rapport sur la situation du volontariat dans le monde 2022, intitulé « Construire des sociétés égalitaires et inclusives », sera publié prochainement. Il donnera des informations supplémentaires sur les données collectées et les tendances observées pendant la pandémie. Le projet de résolution devrait fournir un cadre pour le développement du volontariat dans les années à venir.

72. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Burkina Faso, Cabo Verde, Cambodge, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Grèce, Guatemala, Haïti, Îles Marshall, Inde, Irlande, Islande, Jordanie, Kiribati, Lesotho, Lettonie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Monténégro, Myanmar, Népal, Norvège, Ouganda, Ouzbékistan, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du

Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Samoa, Serbie, Slovaquie, Suède, Tchad, Tunisie, Turquie, Ukraine, Viet Nam et Zimbabwe.

73. Le Secrétaire de la Commission ajoute que les pays suivants souhaitent se joindre aux auteurs du projet : Albanie, Antigua-et-Barbuda, Belize, Bhoutan, Cameroun, Comores, Congo, Djibouti, Érythrée, Guinée, Iraq, Libéria, Libye, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Pakistan, Paraguay, République de Corée, Saint-Kitts-et-Nevis, Sri Lanka, Tadjikistan, Timor-Leste et Uruguay.

74. **M. Kimihiro** (Japon) dit qu'en sa qualité de facilitatrice du projet de résolution, sa délégation a essayé de mener les consultations de manière transparente et collaborative. Dans le texte final, les États Membres reconnaissent le rôle important que les volontaires ont joué en atténuant les vulnérabilités que la crise de sécurité humaine causée par la pandémie de COVID-19 a exacerbées, et soulignent la contribution du volontariat à la réalisation du Programme 2030. Le Japon, qui est le pays ayant proposé la proclamation de l'Année internationale des volontaires en 1997, est un fervent défenseur du volontariat. Alors que les membres de la communauté internationale œuvrent ensemble pour s'attaquer aux problèmes persistants ou nouveaux et pour promouvoir un programme commun, l'esprit du volontariat est plus que jamais nécessaire. À l'avenir, les jeunes joueront un rôle particulièrement important pour ce qui est de renforcer l'inclusion et de favoriser l'innovation dans les activités de volontariat.

75. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.15/Rev.1 est adopté.*

Point 108 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale (A/C.3/76/L.2, A/C.3/76/L.3, A/C.3/76/L.4, A/C.3/76/L.5 et A/C.3/76/L.6)

Projet de résolution A/C.3/76/L.2 : Quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

76. **Le Président** déclare que le projet de résolution est sans incidence sur le budget-programme.

77. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.2 est adopté.*

Projet de résolution A/C.3/76/L.3 : Réduction de la récidive grâce à la réadaptation et à la réinsertion

78. **Le Président** déclare que le projet de résolution est sans incidence sur le budget-programme.

79. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.3 est adopté.*

Projet de résolution A/C.3/76/L.4 : Intégration du sport dans les stratégies de prévention de la criminalité et de justice pénale ciblant les jeunes

80. **Le Président** déclare que le projet de résolution est sans incidence sur le budget-programme.

81. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.4 est adopté.*

Projet de résolution A/C.3/76/L.5 : Renforcer les systèmes de justice pénale pendant et après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

82. **Le Président** déclare que le projet de résolution est sans incidence sur le budget-programme.

83. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.5 est adopté.*

Projet de résolution A/C.3/76/L.6 : Prévenir et combattre les crimes qui portent atteinte à l'environnement

84. **Le Président** déclare que le projet de résolution est sans incidence sur le budget-programme.

85. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.6 est adopté.*

La séance est levée à 11 h 50.